

SIDA : la France doit maintenir son rôle de premier leader européen

A quelques heures du lancement de la conférence de reconstitution du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme qui se tient à Washington les 2 et 3 décembre, **les ONG de lutte contre le sida appellent François Hollande à revoir sa contribution à la hausse.**

Depuis plus de dix ans, la France a fait preuve d'exemplarité en s'impliquant dans la lutte contre le sida à travers notamment la participation à la création du Fonds mondial. Aujourd'hui, **elle soigne 800 000 malades** grâce à son aide financière dans cette lutte.

Mais alors qu'elle se targue d'en être le second contributeur, elle risque de se faire dépasser par la Grande-Bretagne qui a annoncé doubler son financement pour les années 2014-2016, contrairement à la France, qui sera ainsi rétrogradée au troisième rang.

Le chef de l'Etat a en effet annoncé le maintien d'une contribution équivalente à celle allouée les trois dernières années pour les trois à venir, laissant la Grande-Bretagne lui prendre sa place de second contributeur, derrière les Etats-Unisⁱ. Ce gel de la contribution française reste incompréhensible, la fin de l'épidémie n'ayant jamais été aussi accessible.

Il est encore temps d'inverser la tendance ! Les difficultés économiques et financières que traverse le pays ne sont pas un argument recevable pour ne pas augmenter l'aide apportée à la lutte contre le sida : le gouvernement français a mis en place des financements innovants – taxe sur les transactions financières (TTF) et sur les billets d'avion – qui permettraient de contribuer bien plus largement à la lutte contre le sida que cela n'est le cas actuellement.

La TTF, mise en place en 2012, aurait dû engendrer bien plus de bénéfices au profit de la lutte contre le sida si elle avait été mise en place correctement. Le peu de contribution qu'elle a apporté n'a servi qu'à palier une baisse des financements sur le budget de l'aide publique au développement, au lieu de venir s'ajouter à une contribution au moins aussi importante qu'elle ne l'était au cycle dernier.

Cette mesure financière traduit le manque de volonté politique de la part du gouvernement français de vouloir s'impliquer davantage dans la lutte contre le sida et permettre aux 18 millions de malades qui attendent toujours un traitement de pouvoir en bénéficier avant qu'il ne soit trop tard.

Act Up-Paris, AIDES et Coalition PLUS appellent François Hollande à revoir sa contribution au Fonds mondial à la hausse et à maintenir ainsi son rôle de leader européen dans la lutte contre le sida.

Contacts presse :

Act Up-Paris : Céline Grillon / +33 (0) 6 50 01 39 10 / international@actupparis.org

AIDES : Tony Fortin / +33 (0) 28 59 23 44 / tfortin@aides.org

Coalition PLUS : Sophie Baillon / + 33 (0) 7 81 73 34 77 / sbaillon@coalitionplus.org

ⁱ La France a décidé de maintenir sa contribution annuelle à hauteur de 360 millions d'euros, contre 410 millions d'euros pour la Grande-Bretagne et 1,2 milliards d'euros de la part des Etats-Unis.

